



LE PRIX DU CACAO - UN FACTEUR CLÉ POUR UN REVENU DE SUBSISTENCE POUR LES CULTIVATEURS

Perspectives et solutions

Avril 2024

Les messages clés

Les revenus des cultivateurs restent faibles: Les prix historiquement élevés du cacao sur le marché mondial ne parviennent pas à se traduire par une augmentation des revenus des cultivateurs de cacao dans des pays tels que le Ghana et la Côte d'Ivoire, qui continuent de lutter pour obtenir un revenu décent. Et ce, malgré les tentatives des gouvernements d'augmenter les revenus des familles de cacaoculteurs à travers un différentiel de revenu de subsistance adopté depuis 2020.

Volatilité des prix: Les prix du cacao sont très volatils et influencés par de nombreux facteurs souvent imprévisibles et par les pratiques des bourses mondiales des marchandises. La capacité de stockage limitée due aux contraintes financières désavantage de manière disproportionnée les tentatives des gouvernements d'atteindre des prix favorables.

Les pratiques d'approvisionnement durables: Les primes de durabilité, l'approvisionnement direct et le soutien technique ciblé aux cultivateurs sur la base de considérations de durabilité et visant à garantir un revenu de subsistance aux familles des cacaoculteurs ont, lorsqu'elles sont mises en œuvre efficacement, un grand potentiel d'amélioration des moyens de subsistance des cultivateurs.

Amélioration des conditions générales: Les pays producteurs peuvent créer des conditions favorables à un revenu de subsistance par une gestion ciblée de l'offre, une diversification de la production agricole et une amélioration des prix à la sortie de l'exploitation.

La Plate-forme suisse du cacao durable s'engage à soutenir les cultivateurs pour qu'ils atteignent un revenu de subsistance, comme le prévoit sa [Feuille de Route 2030](#). Cette démarche s'aligne sur les Objectifs de développement durable des Nations unies numéros 1 («Pauvreté zéro») et 2 («Faim zéro»). Veiller à ce que les familles d'agriculteurs reçoivent un revenu de subsistance (voir infobox sur le revenu décent) est essentiel pour une production durable de cacao, comme le souligne l'accent mis par la Feuille de route sur la durabilité environnementale et sociale.

Pour y parvenir, la plateforme plaide pour que les prix du cacao reflètent les efforts des cultivateurs pour appliquer des pratiques agricoles durables, notamment en s'attaquant aux risques liés au travail des enfants et à la déforestation.

Le prix que les cultivateurs de cacao reçoivent pour

leur récolte est un facteur clé de leur revenu. Un prix «favorable» ou «équitable» est essentiel pour qu'ils puissent vivre décemment de la cacaoculture. Actuellement, on estime que 80 % des familles de cacaoculteurs ne perçoivent pas de revenu de subsistance, alors que les prix du cacao négociés au niveau international ont atteint des sommets historiques (voir figure 1). Cela souligne la complexité des prix du cacao, révélant que la hausse des prix du marché ne se traduit pas automatiquement par une augmentation des revenus des cultivateurs.

Plusieurs facteurs contribuent aux difficultés que rencontrent les cultivateurs de cacao pour obtenir un revenu de subsistance Outre la productivité et la qualité de la plantation, l'accès au marché et la taille de la zone cultivée, un facteur important est la forte volatilité du prix du cacao sur le marché mondial.

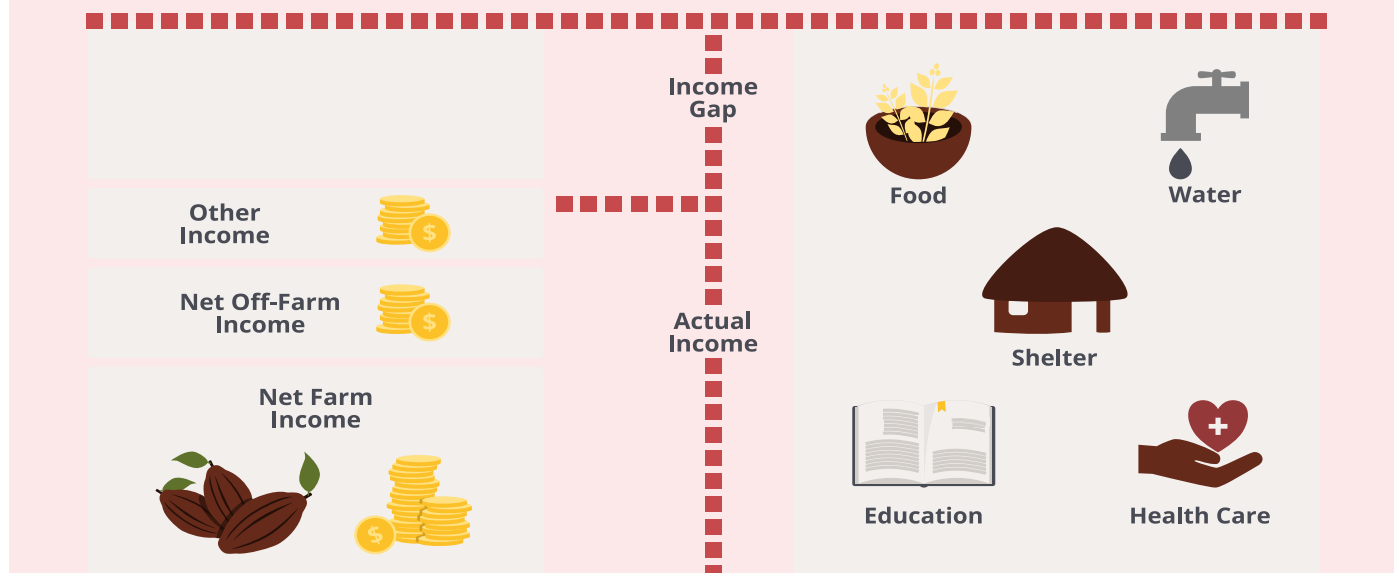
Figure 1: Historique des contrats à terme sur le cacao - Prix journaliers 1994 - 2024



Qu'est-ce que le revenu de subsistance?

Le revenu de subsistance est le revenu minimum dont un cultivateur de cacao et sa famille ont besoin pour satisfaire leurs besoins fondamentaux (tels que la nourriture, l'accès à l'eau potable, le logement, l'éducation et les soins de santé) et maintenir un niveau de vie décent. La cacao-culture est un secteur économique important dans de nombreux pays du Sud, en particulier en Afrique de l'Ouest, où est produite la majorité du cacao mondial. Cependant, de nombreux cultivateurs de cacao dans ces régions rencontrent toujours des difficultés à gagner suffisamment pour couvrir les dépenses de base et subvenir aux besoins de leur famille. Les cultivateurs de cacao sont souvent contraints de vendre d'autres produits et services, qui impliquent également des coûts de production et d'investissement, afin d'assurer leur subsistance.

Figure 2: Le revenu décent des cacaoculteurs



Le prix du cacao entre l'offre et la demande

Le prix du cacao est principalement déterminé par les forces de l'offre et de la demande sur le marché mondial. Le cacao, comme d'autres matières premières agricoles, est négocié sur des bourses de marchandises à Londres et New York sous la forme de contrats à terme, qui déterminent ce que l'on appelle généralement le „prix du cacao“. Les contrats à terme sont des accords d'achat ou de vente d'une marchandise à un prix prédéterminé et à un moment donné dans le futur.

À l'instar d'autres matières premières agricoles telles que le café, le sucre ou le soja, le prix du cacao est soumis à des fluctuations considérables. Le volume des récoltes, les conditions météorologiques, les facteurs géopolitiques, les taux de change, le sentiment des consommateurs, ainsi que des problèmes liés à la chaîne d'approvisionnement (comme les épidémies) contribuent à la volatilité des prix du cacao. En plus, le sentiment du marché peut influencer la perception des conditions objectives du marché, et les stratégies d'investissement ainsi que le comportement spéculatif des négociants peuvent accentuer la variabilité des prix.

Le niveau des stocks influe considérablement sur la dynamique entre l'offre et la demande. Les sociétés importatrices, qui peuvent se permettre de détenir des stocks plus importants, peuvent plus facilement faire

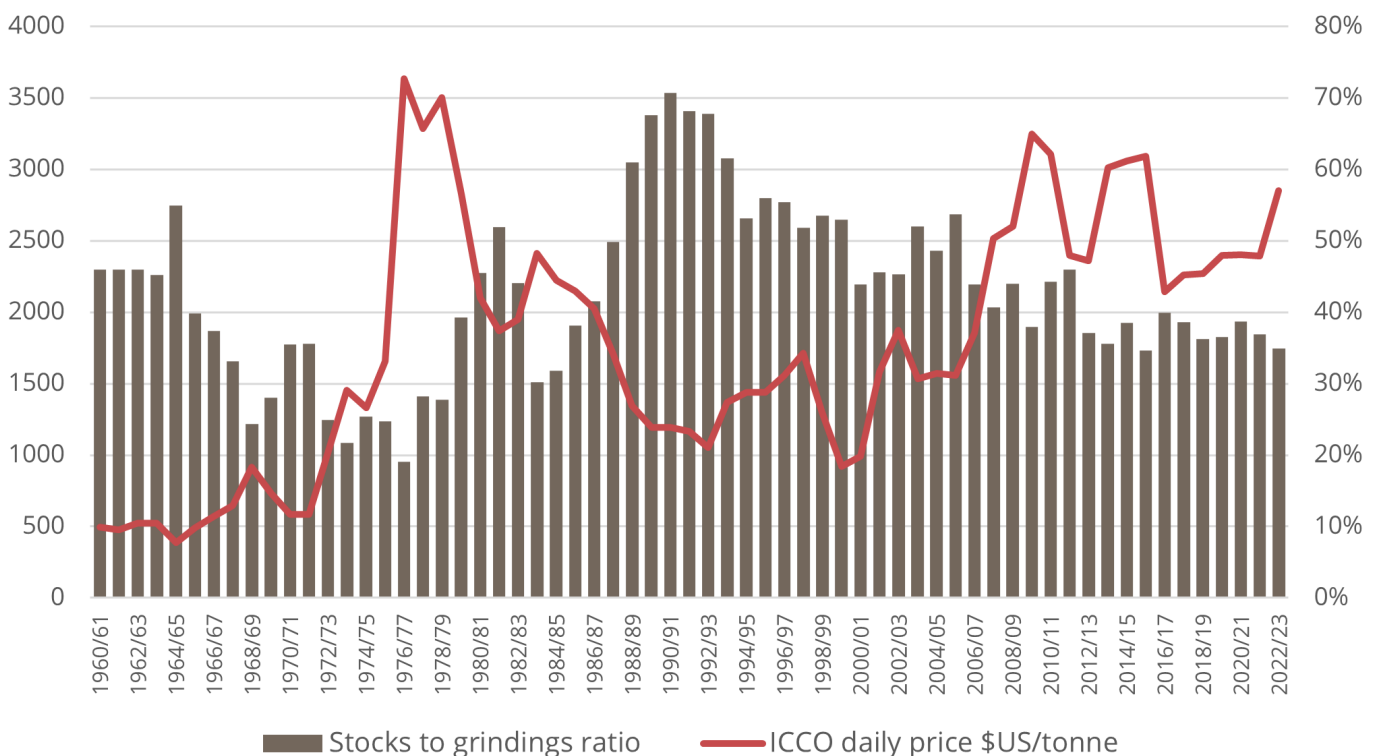
face aux fluctuations des prix et soutenir l'industrie de transformation en garantissant un approvisionnement continu en matières premières. Les principaux pays producteurs, en revanche, ont des capacités limitées pour contrôler l'offre de cacao et influencer ainsi les prix du cacao dans leur intérêt.

Le volume des récoltes, les conditions météorologiques, des facteurs géopolitiques, les taux de change, le sentiment des consommateurs, ainsi que des problèmes liés à la chaîne d'approvisionnement contribuent à la volatilité des prix du cacao.

La situation financière précaire du Ghana, par exemple, oblige l'organisation d'exportation contrôlée par le gouvernement, le Ghana Cocoa Board (CO-COBOD), à acheter et à vendre le cacao au cours de la même année de récolte en recourant à un prêt syndiqué relativement onéreux. Pour garantir le prêt syndiqué, environ 70 % de la récolte prévue est vendue avant la récolte par des contrats de vente à terme.

Avec les excédents ou les déficits annuels de récolte, le ratio stocks/broyage est un paramètre important pour la fixation des prix. Le ratio stocks/broyages est calculé en divisant les stocks de fin de saison de

Figure 3: Prix quotidien des fèves de cacao à l'ICCO et rapport entre les stocks et le broyage



Qu'est-ce qu'un marché au comptant?

Les marchés au comptant sont des marchés où les marchandises sont achetées et vendues pour une livraison ou un règlement immédiat, généralement dans un délai de quelques jours ou semaines. Sur un marché au comptant, les marchandises sont négociées sur la base du prix courant du marché.

Le marché au comptant permet une livraison ou une réception immédiate dans des entrepôts certifiés avec des spécifications de qualité précises proposées par les bourses. Si les marchés au comptant exposent les négociants à la volatilité des prix, ils assurent également la transparence des prix et peuvent aider à gérer certains types de risques, tels que les variations soudaines de l'offre ou de la demande. En fin de compte, toutefois, seule une très faible proportion du commerce mondial du cacao est réglée physiquement sur le marché au comptant.

l'année précédente par les broyages estimés pour la campagne agricole en cours. Les prix quotidiens du cacao sont inversement corrélés aux ratios stocks/broyage (figure 3).

Les bourses de marchandises de New York et de Londres déterminent le prix cible des contrats à

terme négociés individuellement avec des spécifications concernant la quantité, la date de livraison et la qualité, et permettent aux acheteurs et aux vendeurs de couvrir leurs prix à l'avance, ce qui contribue à compenser les effets de la volatilité des prix.

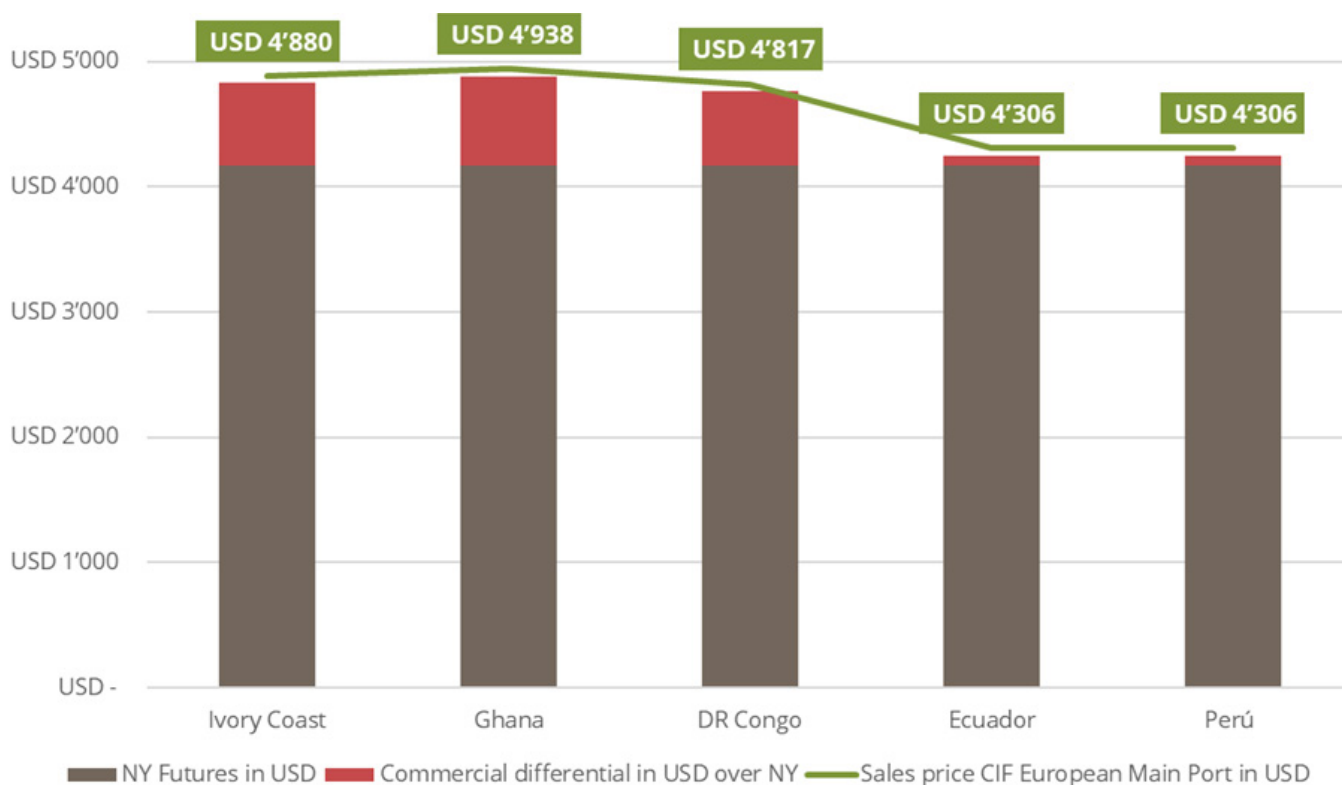
Le prix qui est finalement payé par les importateurs aux exportateurs est déterminé dans les contrats d'achat individuels entre deux partenaires commerciaux. En plus du prix du marché comme prix de référence, les facteurs suivants déterminent également le prix à l'importation du cacao, c'est-à-dire le prix au port principal européen ou CIF (Cost, Insurance and Freight) Europe.

Différentiel de pays:

Le différentiel de pays ou différentiel commercial est une prime supplémentaire payée pour le cacao d'un pays donné en fonction de la qualité du cacao (teneur en matière grasse, taille, pureté ou saveur). Si la qualité est faible, une déduction de prix est appliquée.

Les valeurs de référence pour la prime pays sont traditionnellement déterminées lors des discussions contractuelles entre l'acheteur et le vendeur. Les primes pays varient considérablement en fonction du pays et de l'année de récolte. Des exemples de primes pays actuelles pour le Ghana, la Côte d'Ivoire, le Pérou, l'Équateur et le Congo sont présentés dans la figure 4 ci-dessous.

Figure 4: Prix payés pour le cacao (CIF Europe, 1er décembre 2023)



Différentiel de revenu de subsistance (LID)

Le différentiel de revenu de subsistance a été introduit par le Ghana et la Côte d'Ivoire en octobre 2020 pour augmenter le revenu des agriculteurs. Une prime de 400 USD par tonne de fèves de cacao exportées a pour objectif d'augmenter la part des cultivateurs sur le produit des ventes. Cependant, le LID, qui est prélevée depuis la récolte de cacao 2020/21, a entraîné une réduction involontaire des primes nationales pour les deux pays.

Le LID, qui est prélevée depuis la récolte de cacao 2020/21, a entraîné une réduction involontaire des primes nationales pour les deux pays.

Alors que l'effet escompté du LID était d'augmenter les prix reçus par les cultivateurs (primes pays plus LID), elle semble avoir annulé les avantages des primes pays pour les récoltes de cacao de 2020 - 2023. Toutefois, pour la récolte de cacao actuelle de 2023/24, les importants déficits de récolte en Afrique de l'Ouest ont à nouveau donné lieu à des primes nationales nettement supérieures au LID de 400 USD.

La figure 5 compare les prix payés pour le cacao dans le principal port européen le 1er décembre 2023 (livraison le 1er mars 2024). Le LID pour le Ghana et la

Côte d'Ivoire est déjà incluse dans les primes de pays en rouge. Même si le prix à terme à New York fournit une orientation importante, les différentes primes de pays pour le cacao du Ghana (plus 708 USD), de la Côte d'Ivoire (plus 660 USD) et du Congo (plus 565 USD) ainsi que les livraisons de cacao de moindre valeur du Pérou et de l'Équateur (plus 80 USD chacun) conduisent à des différences de prix significatives entre les pays.

Quel est le prix perçu par l'agriculteur?

Le prix à la sortie de l'exploitation est le prix payé aux agriculteurs par une coopérative ou un autre intermédiaire et ne correspond pas au prix stipulé dans les contrats d'achat individuels.

La figure 5 illustre les énormes différences de prix à la sortie de l'exploitation qui existent entre les différents pays d'origine. Pour la récolte 2023/2024 en cours, le prix à la sortie de l'exploitation se situe entre 40 % et 90 % du prix du marché. Des pays comme le Pérou, l'Équateur et le Congo ont des prix à la sortie de l'exploitation nettement plus élevés que le Ghana et la Côte d'Ivoire, malgré des prix CIF plus bas. Par conséquent, les agriculteurs péruviens et équatoriens reçoivent un prix deux fois plus élevé que les agriculteurs ghanéens et ivoiriens, bien que les prix payés par les importateurs soient presque 10 % plus élevés pour ces deux derniers pays.

Figure 5: Prix à la sortie de l'exploitation et prix de vente (date de référence : 1er décembre 2023).



Les différences importantes, qui se sont encore accentuées au premier trimestre 2024 en raison des nouvelles hausses de prix, s'expliquent notamment par le fait que le Ghana et la Côte d'Ivoire ont conclu des ventes à terme globales avant le début de la récolte et donc à des prix beaucoup plus bas. Toutefois, les prix à la sortie de l'exploitation considérablement plus bas pour les agriculteurs du Ghana et de la Côte d'Ivoire suivent une tendance à long terme, qui est restée inchangée même avec l'introduction du LID en 2020.

Même si le Ghana et la Côte d'Ivoire ont récemment (T1 2024) fait un pas dans la bonne direction en augmentant les prix à la sortie de l'exploitation, les écarts restent importants.

Les prix à la sortie de l'exploitation considérablement plus bas pour les agriculteurs du Ghana et de la Côte d'Ivoire suivent une tendance à long terme, qui es restée inchangée même avec l'introduction du LID en 2020.

Plusieurs facteurs contribuent à ces différences de prix à la sortie de l'exploitation. Dans le système réglementé ivoirien, une pression fiscale élevée sur le cacao ainsi que des mesures de soutien financées par l'État en faveur des cultivateurs de cacao ont conduit à des prix à la sortie de l'exploitation réduits.

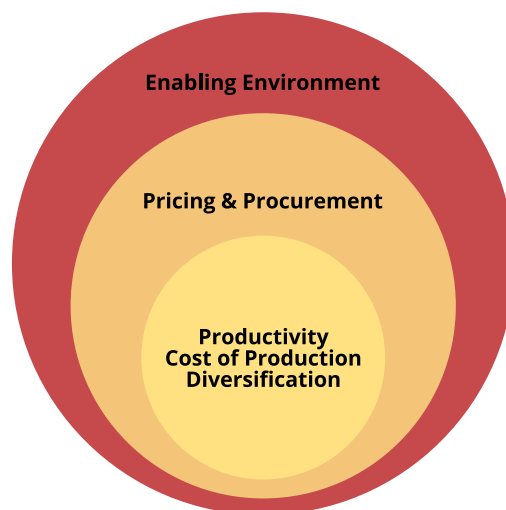
Au Ghana, l'autorité publique COCOBOD joue un rôle central dans la gestion de la chaîne d'approvisionnement. Les agriculteurs bénéficient d'un contrôle de qualité rigoureux, de moyens de production subventionnés, de conseils agricoles et d'autres services de soutien. Toutefois, il n'existe à ce jour aucune preuve solide que ces mesures de soutien répondent aux besoins des cultivateurs de cacao et compensent les prix à la sortie de l'exploitation nettement inférieurs à ceux pratiqués dans d'autres pays d'origine.

Des modèles nationaux de commercialisation et de soutien efficaces ont une influence considérable sur les prix à la sortie de l'exploitation et donc sur le revenu des familles d'agriculteurs. Du point de vue de l'agriculteur, il est important que les prix à la sortie de l'exploitation, les mesures de soutien (matériel végétal, engrais, conseils, etc.) et les mesures fiscales soient correctement équilibrés. La faiblesse des prix à la sortie de l'exploitation en Afrique de l'Ouest par rapport à d'autres pays constitue un obstacle insurmontable pour les cultivateurs de cacao qui souhaitent obtenir un revenu de subsistance.

Quelles sont les bonnes pratiques de prix et d'approvisionnement?

Il existe différentes manières d'aider les cacaoculteurs à obtenir un revenu de subsistance. En principe, cela nécessite les efforts de tous les acteurs de la chaîne d'approvisionnement et d'autres parties prenantes. La feuille de route 2030 de la Plate-forme du Cacao adopte une approche holistique qui tient compte de tous les facteurs d'influence pertinents. La [Living Income Community of Practice \(LICOP\)](#) constate que, en plus du prix et de la pratique d'approvisionnement, le rendement de la récolte, la taille de la surface cultivée, les coûts de culture, d'autres sources de revenus et de bonnes conditions cadres sont également décisifs.

Figure 6: Les éléments clés pour un revenu décent



La dimension des prix et de l'approvisionnement dont il est question ici est largement caractérisée par les forces imprévisibles de l'offre et de la demande sur les bourses de marchandises et par les capacités de stockage inégales des différents acteurs du marché. Un contrôle coordonné du prix du cacao parmi les importateurs est toutefois considéré comme difficile en raison des obstacles antitrust existants, des problèmes inhérents à l'action collective et de l'environnement concurrentiel entre les acteurs du commerce et de l'industrie.

Toutefois, un engagement concret en faveur de prix du cacao plus favorables pour les cultivateurs est possible malgré l'interaction incontrôlable entre l'offre et la demande. Les entreprises disposent d'une grande marge de manœuvre pour lier leurs pratiques d'approvisionnement à une série de critères de durabilité relatifs au climat, au travail des enfants, à la déforestation, à la biodiversité, à l'éducation et aux revenus. La durabilité a un prix.

Les pratiques d'approvisionnement durable peuvent prendre différentes formes et peuvent être adaptées aux priorités et aux possibilités de chaque entreprise. Nous présentons ci-dessous quatre modèles différents de pratiques de tarification et d'approvisionnement durables, qui sont également appliqués par les entreprises membres de la plate-forme du cacao.

Approvisionnement direct en privilégiant la qualité, la proximité et les relations commerciales à long terme

L'approvisionnement direct est pratiqué par certaines entreprises qui sont prêtes à payer des prix considérablement plus élevés que le prix du marché mondial afin de garantir une certaine qualité de leur produit. Les contrats à long terme et les relations étroites avec les cultivateurs de cacao qui en résultent leur assurent une certaine stabilité et sécurité. Le prix relativement élevé leur permet d'utiliser les ressources naturelles de manière durable afin de les préserver pour les générations futures. En échange, l'importateur ou le transformateur reçoit du cacao de la plus haute qualité et bénéficie d'une chaîne d'approvisionnement fiable et sûre.

Exemple du secteur: Le modèle FAIR DIRECT CACAO de Felchlin

Un exemple de cette pratique est le fabricant suisse Max Felchlin AG, dont le modèle [FAIR DIRECT CACAO](#) et les directives Felchlin Sélection combinent les aspects de durabilité, de transparence et de qualité. Felchlin verse aux cultivateurs une prime élevée si le cacao présente une certaine qualité et est traçable. Les critères clés des lignes directrices FAIR DIRECT CACAO sont les suivants:

- Calcul annuel du prix moyen par rapport au prix moyen du marché mondial (20 % à 60 % plus élevé que le prix du marché mondial),
- Contacts réguliers et visites des partenaires et des cultivateurs de cacao sur place,
- Livraisons directes sans commerce intermédiaire ni marges supplémentaires,
- Contrôles de qualité avant et après la livraison à Felchlin,
- Des régions d'origine bien délimitées et donc un cacao d'origine unique avec un profil aromatique complexe et unique..

Le modèle de label

Les primes de durabilité telles que celles offertes par des labels comme Max Havelaar Fairtrade, Rainforest Alliance ou Bio, contribuent généralement de manière positive au revenu des familles d'agriculteurs. Toutefois, les études d'impact concernant leur efficacité ne sont pas toujours concluantes, en particulier si l'on tient compte du coût associé à la certification. En respectant et en évaluant une série de critères de durabilité (sociaux, environnementaux et économiques), un prix plus élevé est payé aux agriculteurs, le plus souvent par l'intermédiaire de coopératives ou de sociétés commerciales.

Les primes de durabilité telles que celles offertes par des labels, contribuent généralement de manière positive au revenu des familles d'agriculteurs.

Pour Fairtrade, la prime versée à la coopérative partenaire est de 240 USD par tonne de fèves de cacao ; pour Rainforest Alliance, au moins 70 USD par tonne sont versés à l'agriculteur, auxquels s'ajoutent des contributions supplémentaires déterminées individuellement pour la formation, l'administration et les investissements ciblés.

En plus de ces primes minimales, des primes de durabilité plus élevées sont également versées en fonction de la volonté des acheteurs. Il existe également de nombreux autres modèles de primes sur le marché qui récompensent les efforts des agriculteurs en matière de durabilité.

La double certification a un effet significatif sur les prix, la combinaison du commerce équitable et de l'agriculture biologique étant particulièrement répandue et donnant lieu au versement de primes pouvant atteindre 500 USD par tonne aux coopératives. Toutefois, seule une petite partie de ces primes (environ 30 %) est versée en espèces aux agriculteurs. Les entreprises de la Plate-forme de cacao qui cherchent souvent à obtenir une double certification sont Stella Bernrain, Pronatec, Chocolats Halba et Maestrani.

Comblant l'écart de revenus grâce à des primes de revenu de subsistance supplémentaires

Les primes de durabilité peuvent également dépendre du coût de la vie ou des coûts de production des agriculteurs et être calculées sur cette base pour garantir un revenu de subsistance. Des études de référence permettent de calculer des valeurs de référence pour un revenu de subsistance qui reflète au mieux les conditions de vie locales. Des données fiables sont disponibles

Exemple de secteur: Le projet Sankofa d'HALBA

À la fin de l'année 2020, le producteur de chocolat suisse HALBA a lancé, en collaboration avec le détaillant suisse Coop et Fairtrade Max Havelaar, le [projet de durabilité Sankofa](#) au Ghana. Grâce à ce projet pilote, 377 cultivateurs de cacao qui mettent en œuvre une agroforesterie dynamique reçoivent un paiement supplémentaire à côté de la prime du commerce équitable pour les aider à atteindre un revenu décent.

Le projet pilote vise à étendre les paiements à d'autres cultivateurs de cacao du commerce équitable dans la chaîne d'approvisionnement du cacao au Ghana, ce qui permettra à un plus grand nombre de cultivateurs de bénéficier d'un supplément et d'un revenu décent à l'avenir.

pour le Ghana et la Côte d'Ivoire. Ces études calculent la différence entre le revenu réel et le revenu de subsistance estimé des familles d'agriculteurs afin de déterminer le différentiel nécessaire.

S'appuyant sur la certification Fairtrade, les entreprises individuelles vont donc plus loin et versent aux cultivateurs de cacao une prime supplémentaire qui s'ajoute à la prime Fairtrade et qui vise à réduire l'écart de revenu de subsistance. Grâce au paiement supplémentaire basé sur le prix de référence du revenu de subsistance, les cultivateurs de cacao sont mieux à même d'obtenir un revenu de subsistance et un niveau de vie décent.

Le LIRP calculé par Fairtrade International est actuellement de 2 120 USD et 2 390 USD par tonne pour le Ghana et la Côte d'Ivoire respectivement. Ce prix est régulièrement recalculé sur la base d'hypothèses de base concernant la taille des foyers, la taille des terres et la récolte. Pour la saison de récolte 2023/24 en cours, le différentiel de revenu de subsistance pour le Ghana est de 316 USD par tonne, en 2022/23 il était de 895 USD par tonne et en 2021/22 de 355 USD par tonne.

Primes spécifiques à un sujet, indépendantes de la production

De plus en plus, les entreprises cherchent à soutenir les cultivateurs financièrement et par des formations pour leur permettre de cultiver d'autres produits que le cacao afin de diversifier leurs revenus. De cette manière, la résilience des cultivateurs peut être renforcée.

Souvent, des primes thématiques indépendantes de la production sont liées à des objectifs de durabilité

spécifiques des partenaires de la chaîne d'approvisionnement. Les incitations les plus courantes concernent les services climatiques et environnementaux, ainsi que les risques liés au travail des enfants. Dans certains cas, les systèmes d'incitation sont conçus indépendamment des volumes de production de cacao afin de permettre une distribution plus inclusive des primes.

Exemple de secteur: Le programme Income Accelerator de Nestlé

Le programme [Income Accelerator](#) vise à lutter contre les risques liés au travail des enfants en encourageant et en soutenant le changement dans les familles de cacaoculteurs et en les aidant à obtenir un revenu décent. Il y parvient par des incitations financières et un soutien technique dans quatre domaines : la productivité des cacaocultures, l'éducation des enfants, l'agroforesterie et les revenus supplémentaires. La participation des femmes et l'égalité entre les hommes et les femmes sont également au centre des préoccupations.

Le programme vise à atteindre environ 160 000 agriculteurs dans la chaîne d'approvisionnement mondiale de Nestlé. Grâce à des transferts d'argent directs et mobiles pouvant aller jusqu'à 500 euros par an, les familles d'agriculteurs sont ainsi rémunérées pour leurs efforts, quel que soit leur volume de production. Nestlé et son partenaire KIT feront régulièrement rapport sur les progrès réalisés.

Ces modèles de pratiques d'approvisionnement sont prometteurs et peuvent fournir des orientations précieuses aux autres acteurs du marché, en fonction de leur taille, de leur orientation et de leur stratégie. Toutefois, ils ne garantissent pas l'obtention d'un revenu de subsistance pour les agriculteurs. Il est donc recommandé aux fabricants et producteurs de cacao intéressés de commencer par mesurer l'écart de revenu de subsistance existant dans leurs chaînes d'approvisionnement respectives en consultant la littérature disponible ou en procédant à une évaluation rapide en coopération avec les partenaires de la chaîne d'approvisionnement.

Sur la base de l'écart identifié, des objectifs et des mesures réalisables peuvent être définis, y compris différents facteurs de revenus tels que le prix, la diversification des revenus, l'augmentation de la productivité, le coût de production et les conditions favorables. Pour obtenir des conseils supplémentaires, les parties intéressées peuvent consulter [le document de position récemment publié par DISCO](#) sur les pratiques d'approvisionnement ou contacter directement le bureau de coordination de la plateforme.

Conclusions

Malgré les nombreux obstacles identifiés dans cette note thématique, l'objectif stratégique d'un revenu décent pour tous les cultivateurs de cacao mérite la plus grande attention. Cela nécessite les efforts de tous les acteurs de la chaîne d'approvisionnement et l'engagement d'autres parties prenantes, y compris les gouvernements et la société civile.

Dans un esprit de responsabilité partagée, la Plate-forme suisse du cacao durable demande à toutes les entreprises membres de s'engager à assurer un revenu décent aux familles de cultivateurs. L'élaboration de pratiques d'approvisionnement durables ayant une influence positive sur le prix du cacao joue un rôle central à cet égard. Sur la base des modèles présentés de pratiques durables en matière de prix et d'approvisionnement, et en évaluant les écarts de revenu décent existants, les mesures suivantes sont considérées comme particulièrement efficaces:



Les primes de durabilité qui comprennent un surplus substantiel par rapport au prix du marché mondial sont d'importantes sources de revenus pour les agriculteurs et peuvent avoir un effet stabilisateur pour les familles d'agriculteurs, en particulier lorsque les prix à la sortie de l'exploitation sont bas. Les primes élastiques basées sur les prix à la sortie de l'exploitation et sur les prix du marché mondial actuels et axées sur l'objectif stratégique d'un revenu décent peuvent renforcer considérablement cet effet.

Les relations commerciales à long terme et basées sur la confiance offrent aux familles d'agriculteurs sécurité et stabilité et permettent aux entreprises de garantir la qualité souhaitée et une traçabilité élevée des marchandises. La coopération sur un pied d'égalité avec les coopératives partenaires est un élément central d'une relation commerciale à long terme fondée sur la confiance.



Des investissements ciblés pour renforcer la résilience des agriculteurs, afin de promouvoir des méthodes de production bonnes et respectueuses du climat et de développer d'autres sources de revenus. Contrairement aux primes traditionnelles, les incitations correspondantes peuvent être indépendantes du volume de production afin d'atteindre les agriculteurs les plus pauvres et d'établir un lien avec les impacts de la durabilité tels que le climat et la protection des enfants.

Toutefois, les pratiques des entreprises en matière de prix et d'approvisionnement ne constituent qu'une partie de la solution. Les gouvernements des pays producteurs doivent également prendre des mesures pour garantir un revenu décent aux familles de cultivateurs et, par conséquent, une chaîne de valeur durable pour le cacao. Dans le domaine des prix, les mesures suivantes devraient faire l'objet d'une attention particulière.



Augmenter le prix à la sortie de l'exploitation en réduisant les charges fiscales pesant sur les ménages agricoles et en améliorant l'efficacité de la gestion locale de la chaîne d'approvisionnement. La portée et l'impact des mesures de soutien subventionnées (matériel végétal, engrais, conseils, infrastructures, commercialisation, etc.) devraient être adaptés aux besoins des bénéficiaires et être plus faciles et plus transparents.

Le renforcement des capacités de stockage des pays producteurs augmente leur pouvoir de négociation et donc leur influence sur les prix. Pour cela, il faut toutefois améliorer la situation financière, qui devrait probablement être garantie à court terme par des accords de prêt avec des banques de développement. Une plus grande marge de manœuvre financière réduirait également la dépendance à l'égard des contrats de vente à terme qui garantissent des accords de prêt coûteux avec les banques commerciales.



Réduire l'offre et renforcer la résilience des agriculteurs grâce à la diversification. En diversifiant de manière cohérente l'agriculture locale par la promotion de produits autres que le cacao, les pays producteurs peuvent réduire la dépendance de l'économie rurale à l'égard du cacao. La diversification renforce à la fois la résilience des familles d'agriculteurs et l'économie locale, tout en évitant que le risque de surabondance de l'offre de cacao réapparaisse et en faisant ainsi augmenter le prix du cacao.